

Éditions de la Sorbonne

La tentation du rapprochement | Marie-Pierre Rey

Chapitre 10. La rareté des relais privés dans les relations bilatérales

p. 293-304

Texte intégral

- 1 Certains sont nés dans l'après-guerre à un moment où les relations bilatérales étaient à l'honneur, où le prestige de l'Union Soviétique était immense en France, tant auprès des intellectuels que du Français anonyme. D'autres sont apparus en pleine guerre froide et ont cherché, bien avant que cet objectif ne devienne le credo de la diplomatie gaullienne, à échapper à la « fatalité » de la cassure Est-Ouest... Ils ont souvent connu des développements heurtés, en raison même de leur engagement au service du rapprochement



franco-soviétique, mais tous ont été indéniablement favorisés par les années de détente qui leur ont apporté une « caution » officielle et une nouvelle légitimité, tandis qu'ils apparaissaient eux-mêmes comme des instruments indispensables à l'essor des relations bilatérales.

- 2 Qu'ils aient trait au domaine politique, économique, commercial ou culturel, ces relais privés présentent des traits communs : ils doivent souvent leur origine à la démarche et aux efforts de personnalités soviétophiles, communistes ou philo-communistes, attachées tant à la promotion des relations franco-soviétiques qu'à la diffusion en France d'une image positive de l'U.R.S.S. Ils ont souvent été le fait d'une poignée d'individus décidés et combatifs ; seule l'Association France-U.R.S.S. a été le fruit d'une démarche véritablement collective, reflétant lors de sa création des sensibilités politiques et idéologiques diverses.
- 3 Dans ce contexte, l'on mettra en avant les trois créations majeures qui durant les années 60 et 70 ont joué un rôle capital dans les relations franco-soviétiques, en insistant sur leurs origines souvent peu banales, leur développement à l'ère de la détente, et les difficultés auxquelles elles se sont parfois heurtées, prisonnières de leur engagement originel... L'on distinguera successivement les initiatives qui ont eu trait au champ économique et commercial puis celles qui ont relevé du champ culturel et artistique.
- 4 Dans le domaine économique et commercial, l'initiative principale est venue d'un « paysan-entrepreneur » anticonformiste, Jean-Baptiste Doumeng.

I. – Les échanges agro-alimentaires franco-soviétiques, Jean-Baptiste Doumeng et la société INTERAGRA

L'initiative d'un « paysan-entrepreneur » communiste

- 5 Dès 1950, en pleine guerre froide, alors que les échanges commerciaux entre la France et l'U.R.S.S sont extrêmement limités, Jean-Baptiste Doumeng, alors proutident de l'Union des Coopératives agricoles du Sud-Ouest et persuadé que le marché soviétique, solvable, présente de grands attraits pour les produits agricoles français, entreprend quelques opérations d'exportation et de troc de produits agro-alimentaires.
- 6 Alors que le monde traditionnel des affaires est alors, en raison de réflexes anti-soviétiques, largement ignorant des besoins et des mécanismes de l'économie soviétique, Jean-Baptiste Doumeng,

porté au contraire à des sentiments soviétophiles par son engagement politique, – il est membre du Parti Communiste Français depuis 1935 –, apparaît d'abord comme un pionnier et un innovateur, puis très vite comme un spécialiste des questions soviétiques. Sa compréhension des mécanismes soviétiques, – il est le premier à pratiquer avec l'U.R.S.S. un commerce de troc et de compensation, vital pour les autorités soviétiques toujours en manque de devises – en témoigne clairement...

- 7 Cinq ans plus tard, ses premiers succès le poussent à fonder une compagnie, INTERAGRA, qui va contribuer tout au long de la période à l'importation et à l'exportation de produits agricoles en provenance et en direction de l'Union Soviétique.
- 8 Comme le souligne J.B. Doumeng lui-même, l'expérience est née de ses sympathies pro-soviétiques, mais aussi des difficultés rencontrées par cet industriel peu conformiste dans « le » monde des affaires :

« Après la guerre, quand j'ai voulu faire du commerce pour les coopératives, (produits et matériels), j'ai eu droit à un véritable tir de barrage. L'A.P. C., à Toulouse, refusait de me livrer des engrais parce que j'étais communiste. Je me suis donc tourné plus encore vers les pays socialistes. Je suis devenu leur correspondant naturel. Ils n'exportaient rien par eux-mêmes, j'ai exporté pour eux. J'existais et pas eux. (...)

En me laissant seul, les grandes sociétés capitalistes m'avaient crédibilisé. C'est elles qui m'ont fabriqué en me rejetant vigoureusement et en m'isolant. »¹

- 9 Le succès d'INTERAGRA est très rapide et dès le début des années 60, alors que les relations commerciales franco-soviétiques sont encore très limitées, J.B. Doumeng devient l'intermédiaire obligé du commerce agro-alimentaire.

L'intermédiaire obligé du commerce agro-alimentaire franco-soviétique

- 10 En 1962, Jean-Baptiste Doumeng réalise une spectaculaire vente de quartiers de viande de bœuf stockée en France² et d'année en année, conforte la position de sa société, vendant à l'U.R.S.S. des produits agricoles (viandes, volailles ou poudre de lait) provenant souvent de diverses coopératives du Sud-Ouest dont son groupe a le contrôle.
- 11 A l'automne 1972, INTERAGRA réalise une très importante vente de céréales (un million de tonnes) et à partir de 1973, J.B. Doumeng est le premier à organiser la vente à l'Union Soviétique de stocks excédentaires en provenance de la C.E.E. ; en 1973, J.B. Doumeng

dirige la vente de 200 000 tonnes de beurre communautaire et l'année suivante, INTERAGRA, épaulée par la SOCOPA de Gilbert Salomon et le groupe Louis Dreyfus, vend à l'Union Soviétique 150 000 tonnes de viande provenant de la C.E.E.

- 12 Le succès d'INTERAGRA s'explique clairement par la personnalité du milliardaire rouge et son génie des affaires, mais aussi par sa connaissance personnelle des rouages et des réseaux administratifs soviétiques et sa position au sein du Parti Communiste Français (il est maire de Noé puis conseiller général de Haute-Garonne) qui lui vaut l'entière confiance des autorités soviétiques, toujours attachées dans la négociation des contrats, à des relations personnelles suivies, inscrites dans la durée.
- 13 Toutefois, ce dernier point, – les relations de confiance que J.B. Doumeng a établies avec les autorités soviétiques –, est à l'origine d'une polémique qui ne cesse de peser sur l'activité du milliardaire.

Le « cas » Doumeng, élément d'une mythologie politique

- 14 En 1950, alors que J.B. Doumeng est proutident de l'Union des Coopératives du Sud-Ouest, en 1962, lorsqu'INTERAGRA réalise une grande vente de viande à l'U.R.S.S., enfin en 1972 où Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'U.D.R. orchestre la campagne, l'entrepreneur est accusé d'être un intermédiaire permettant aux autorités soviétiques de soutenir financièrement le Parti Communiste Français et d'exercer ainsi leur contrôle sur ce dernier.
- 15 Pourtant, malgré les campagnes successives de 1950, 1962 et 1972, les accusations portées contre J.B. Doumeng n'aboutissent pas, faute de véritables preuves. Il ne nous appartient pas de prendre position sur cette question sulfureuse et difficile. En revanche, ce qu'il convient de souligner, c'est l'aura de mystère et sans nul doute la part de mythe qui entourent le pionnier des échanges franco-soviétiques. Cette aura de mystère, cette part de mythe participent clairement d'une plus large mythologie au centre de laquelle figurent toujours les relations entretenues par le P. C.U.S. et le P. C.F...
- 16 Malgré l'originalité du projet de Jean-Baptiste Doumeng et le poids énorme acquis par la société INTERAGRA dans le secteur des produits agricoles, les initiatives privées favorables au rapprochement franco-soviétique ont été limitées dans le domaine économique et commercial, sans nul doute parce les intellectuels français désireux de promouvoir les relations bilatérales étaient pour la plupart peu à l'aise avec les questions économiques et commerciales... En revanche, dans le domaine artistique et culturel, les initiatives ont été plus diverses.

II. – L'agence littéraire et artistique parisienne : imprésario et promoteur des relations artistiques franco-soviétiques³

- 17 L'Agence Littéraire et Artistique Parisienne, société anonyme à responsabilité limitée, est née en 1954, à l'initiative de deux communistes de renom, Georges Soria qui en sera le directeur durant toute la période de la détente, et Louis Aragon. A l'ère de la détente, elle devient, associée à la société des Spectacles Lumbroso, l'imprésario et le promoteur privilégié des relations artistiques franco-soviétiques.

Les origines de l'A.L.A.P.

- 18 Historien et journaliste, alors rédacteur en chef du journal communiste *Ce Soir*, Georges Soria, ancien correspondant de guerre à Moscou, est familier de la réalité soviétique dont il souhaite promouvoir en France les réalisations artistiques. Mais cet intellectuel connaît mal le monde du spectacle et c'est par l'intermédiaire de Louis Aragon, co-rédacteur du journal *Ce Soir* enthousiasmé par le projet, que Georges Soria rencontre l'imprésario Fernand Lumbroso, auquel il propose l'organisation d'un premier concert, – celui d'un violoniste talentueux alors inconnu du monde occidental, David Oïstrakh –.
- 19 Le succès de cette première tentative est manifeste et conduit rapidement à des relations plus structurées, la danse (avec les ballets folkloriques Moïsseiev et les ballets classiques du Bolchoï et du Kirov) constituant bientôt le vecteur privilégié de ces relations.
- 20 Bien que l'A.L.A.P. se soit dès cette période associée aux Spectacles Lumbroso, une certaine spécialisation s'est dessinée entre les deux sociétés, – l'A.L.A.P. se tournant plutôt vers l'organisation des spectacles soviétiques présentés en France, les Spectacles Lumbroso gérant davantage les tournées d'artistes français en Union Soviétique –.

Un succès populaire

- 21 L'efficacité de cette association est établie dès la fin des années 60 puisque l'A.L.A.P. et les Spectacles Lumbroso coordonnent alors 80 % des échanges artistiques franco-soviétiques, s'orientant plus volontiers vers les grands spectacles et les grandes salles. Les 20 % restants se répartissent à peu près équitablement entre l'A.F.A.A., organisme rattaché au ministère des Affaires étrangères et l'Association France-U.R.S.S., plus intéressée par les spectacles de petite envergure destinés à la province...

- 22 Parmi les grands succès de l'A.L.A.P., figurent durant la période, les tournées des ballets Moïsseiev en 1966 et 1971, des Choeurs et Danses de la Flotte Soviétique en 1965, 1966, 1971 et 1974, des Choeurs et Danses de l'Armée Soviétique en 1968, 1970 et 1972, enfin du Ballet du Kirov en 1965 et du Ballet du Bolchoï en 1970, 1972 et 1973.
- 23 La nature des spectacles présentés diffère de part et d'autre ; par l'intermédiaire de l'A.L.A.P., les Soviétiques ont principalement « exporté » leurs ensembles populaires qui représentent le tiers des troupes soviétiques présentées en France, puis leurs ballets classiques et leurs formations musicales et lyriques, représentant respectivement près d'un quart des troupes venues en France. En revanche, les « produits culturels » français présentés en U.R.S.S. par l'intermédiaire de l'A.L.A.P. et des Spectacles Lumbroso, ont été plutôt orientés vers le théâtre (30 % des troupes françaises présentes en U.R.S.S. sont des troupes de théâtre qui effectuent 40 % de l'ensemble des tournées), les orchestres de chambre (qui représentent un tiers des troupes françaises) et les formations musicales et chorales. Par contre, les ballets sont faiblement représentés et l'on ne compte aucun ensemble « populaire ».
- 24 Malgré les grands succès enregistrés dans l'organisation des spectacles, l'activité de l'A.L.A.P. ne s'est pas limitée à ce secteur et dès son origine, l'agence s'intéresse à la diffusion, en France comme en U.R.S.S., d'œuvres littéraires. Deux collections, fondées par l'A.L.A.P. sous l'égide d'Aragon, *Œuvres et Opinions* et *Lettres Soviétiques*, s'attachent à populariser en France la littérature soviétique, tandis qu'une section de traduction et de préservation des droits d'auteur est mise en place, (là encore sous l'impulsion du poète communiste) qui conduit à la publication en français chez Gallimard de romans soviétiques, comme les œuvres d'Ilya Ehrenbourg. Enfin, l'A.L.A.P. a été à l'origine de la création de la librairie parisienne du Globe, spécialisée dans la diffusion d'ouvrages littéraires russes et soviétiques et de manuels d'apprentissage du russe.
- 25 Cependant, faute de rentabilité, – les romans soviétiques proposés au public français ne suscitent que peu d'intérêt – l'A.L.A.P. renonce à sa branche littéraire une dizaine d'années après sa création, ne conservant que son « service spectacles » beaucoup plus performant...
- 26 Durant les années 60 et le tout début des années 70, le succès de l'A.L.A.P. s'explique largement par l'engouement suscité en France par les spectacles populaires soviétiques (Cirque de Moscou, ballets

Moïsseiev, ballets classiques du Bolchoï et du Kirov) dont les Français apprécient les prouesses techniques, la perfection de l'exécution, le faste des décors et des costumes. En revanche, à partir de 1970-1972, et de l'avis même des autorités de l'A.L.A.P., les échanges artistiques franco-soviétiques commencent à connaître un certain déclin qu'expliquent tant la dégradation de l'image politique de l'U.R.S.S. en France, que l'absence d'innovation dans les spectacles proposés par les Soviétiques. Ce déclin conduira bientôt l'A.L.A.P. à renoncer à sa spécificité originelle et à se tourner vers l'organisation et la promotion de spectacles venus du monde entier.

- 27 En dépit de cette « réorientation », l'A.L.A.P. est restée tout au long de la décennie l'intermédiaire obligé des relations artistiques commerciales entre la France et l'U.R.S.S., rencontrant l'assentiment des deux Etats désireux d'accroître leurs échanges. Toutefois, à la fin de la période, des rapports émanant des ministères des Affaires étrangères et des Affaires culturelles attestent d'un certain malaise au sein des autorités françaises, – le canal A.L.A.P. qui échappe au protocoles officiels bilatéraux permettant à l'Etat soviétique de s'assurer en France une présence supérieure à celle dont la France bénéficie en U.R.S.S. aux mêmes dates –.
- 28 Ainsi, pour l'A.L.A.P. comme pour INTERAGRA, l'initiative de quelques membres ou « compagnons de route » du P. C.F., familiers de l'U.R.S.S. et attirés par elle, a suscité des réalisations de tout premier plan...
- 29 Dans le cas de l'association France-U.R.S.S., des personnalités plus diverses, aux objectifs plus variés, ont conduit à la création d'une véritable « machine » qui occupe dans les relations bilatérales une place tout à fait singulière.

III. – L'association France-U.R.S.S. dans les relations bilatérales

Une association née de la Résistance

- 30 L'association France-U.R.S.S., association de type 1901, née en 1944, s'inscrit dans une tradition russophile puis soviétophile ancienne.

Une tradition russophile et soviétophile ancienne

- 31 Dès 1905 en effet, s'est constituée une première « société des amis du peuple russe et des peuples annexés » animée par des

intellectuels (dont Anatole France, Jean Jaurès et Octave Mirbeau) qui se veut un centre permanent d'informations exactes sur l'état des choses en Russie⁴ ; au lendemain de la révolution de 1917, se crée en 1919 une nouvelle « Société des Amis du peuple de la Russie » qui soutenue par R. Rolland, G. Duhamel, J. Romains, J.R. Bloch, H. Barbusse et M. de Vlaminck, milite en faveur d'une politique de paix et de rapprochement avec l'Union Soviétique. Cercles d'intellectuels, ces deux organisations rencontrent peu d'écho ; par contre, la seconde expérience de l'entre-deux-guerres est directement à l'origine de l'A.F.U. ; elle doit son origine à la création par le communiste Henri Barbusse, en novembre 1927, de l'association « Les Amis de l'Union Soviétique », devenue en 1933 « l'Association française des amis de l'Union Soviétique ». En 1933, l'association compte 80 000 membres inscrits et tire à 100 000 exemplaires sa revue mensuelle *Russie aujourd'hui*. Théoriquement apolitique, l'association est en fait dominée par des hommes de sensibilité communiste, fortement attachés au modèle soviétique et de nombreux radicaux-socialistes qui au nom de leur aversion pour le national-socialisme poussent à l'amitié entre la France et l'U.R.S.S. par aversion envers le national-socialisme.⁵

- 32 Discréditée en 1939 par le pacte germano-soviétique qui sape l'image de l'Union Soviétique en France, l'association retrouve par l'engagement de ses membres au sein de la Résistance une crédibilité nouvelle qui lui permet de se reconstituer en octobre 1944 dans le but d'aider à préserver la paix retrouvée.
- 33 Mais à la différence des associations de l'entre-deux-guerres qui regroupaient le plus souvent des communistes et des « compagnons de route », l'association de 1944 se veut plus large et s'ouvre à d'autres courants :

Une association plus large

- 34 Si l'on compte toujours parmi les premiers membres, une majorité d'intellectuels et de responsables communistes – Louis Aragon, Louis Daquin, Paul Eluard, Frédéric Joliot-Curie, Paul Langevin –, l'on note aussi la présence du syndicaliste non communiste Louis Saillant, du socialiste Félix Gouin, du gaulliste Debu-Bridel et d'artistes sans appartenance politique : Francis Poulenc, Armand Salacrou, Charles Vildrac. Le Congrès des 6 et 7 avril 1946 donne à l'association sa charpente et là encore l'on retrouve les grands courants politiques de 1944 : Paul Langevin devient proutident, tandis qu'Irène Joliot-Curie, Edouard-Herriot, Jean-Richard Bloch, Léon Moussinac, Jean Grémillon, Armand Salacrou et Maurice

Schumann siègent au Comité Directeur. Par la suite, l'association conservera cette même diversité politique.

- 35 A partir de ces données, l'A.F.U., tout au long des années 60 et 70, se veut une association d'amitié, oeuvrant par l'intermédiaire de ses comités locaux ou professionnels pour le développement des contacts artistiques et culturels franco-soviétiques et l'essor de la coopération bilatérale.
- 36 Dès sa création et tout au long des années 60 et 70, l'A.F.U., qui compte annuellement entre 25 et 30 000 membres, agit en liaison avec l'association U.R.S.S.-France ; fondée en juillet 1958, celle-ci présente une structure différente puisqu'il s'agit d'un organisme d'Etat, placé sous la tutelle de l'Union des Sociétés soviétiques d'amitié et des relations culturelles avec les pays étrangers, elle-même rattachée au ministère des Affaires étrangères. Malgré cette différence fondamentale, les contacts entre les deux associations sont permanents et donnent lieu depuis 1963 à un « plan d'échanges annuel » qui structure les activités de France-U.R.S.S.
- 37 A l'ère de la détente, trois directions principales semblent avoir dominé l'activité de l'association⁶ : l'organisation de manifestations politiques et culturelles, servant le prestige de l'U.R.S.S. et les relations bilatérales, la diffusion d'une information bienveillante pour la coopération bilatérale et l'U.R.S.S., et un engagement politique favorable aux thèses défendues par l'Union Soviétique, tant sur le plan extérieur que sur le plan intérieur.

L'association France-U.R.S.S. à l'ère de la détente : des activités variées mais un engagement de plus en plus marqué au service des intérêts soviétiques

- 38 L'organisation de manifestations servant le prestige de l'U.R.S.S. et les relations franco-soviétiques s'est effectuée à un échelon national ou local et a touché les champs politique et culturel, – le champ économique étant de fait réservé à la Chambre de Commerce franco-soviétique –.

Des activités politiques et culturelles

- 39 Sur le plan politique, les interventions de l'association ont tout d'abord visé à servir l'image de marque de l'Etat soviétique : ainsi, en 1970, la commémoration de la naissance de Lénine lancée le 21 novembre 1969⁷, a donné lieu à des manifestations d'une grande ampleur dans l'ensemble des comités ; par ailleurs, l'A.F.U. a régulièrement témoigné de sa sympathie à l'égard du pouvoir soviétique : en avril 1970, le séjour à Marseille de l'ambassadeur Valentin Zorine suscite une réception offerte par le Comité local au

représentant soviétique⁸ ; le 2 juillet 1973, la Présidence de France-U.R.S.S. offre un déjeuner en l'honneur du nouvel ambassadeur Stepan Tchervonenko.⁹

40 Enfin, l'A.F.U. a participé au rapprochement bilatéral en s'associant au jumelage de villes françaises et soviétiques. En 1973, la liste des villes jumelées est publiée¹⁰ et la carte que l'on peut en tirer permet de cerner les sympathies officiellement « exprimées » à l'égard de l'Etat soviétique : vient au premier plan la couronne parisienne de sensibilité communiste et soviétophile qui se trouve à l'origine de près d'un tiers de ces jumelages (12 sur 34) avec en tête, le département de la Seine St Denis qui compte à lui seul 8 jumelages ; l'on trouve ensuite la banlieue lyonnaise et ses municipalités communistes (Vaulx-en-Velin, Vénissieux) et socialiste (Villeurbanne). Enfin, le sud-est constitue le troisième pôle de ces jumelages avec des villes à tradition ouvrière (Sète, Marseille, la Seyne-sur-mer) et d'autres, comme Nice et Menton, qui ont toujours entretenu avec la Russie puis l'U.R.S.S. des relations privilégiées.

41 Sur le plan culturel, l'activité de l'A.F.U. a été tout aussi importante :

42 Au-delà des cours de russe et des conférences, l'organisation de voyages en U.R.S.S. constitue l'activité la plus riche de l'association. De 1965 à 1969, 25 000 Français ont visité l'Union Soviétique grâce à elle.

43 La prééminence de France-U.R.S.S. qui occupe la première place dans l'organisation française des voyages en Union Soviétique, s'explique par sa vocation – non directement commerciale – et par les facilités accordées depuis 1956 à l'association par les autorités soviétiques. A cette date en effet a été signé un accord entre l'A.F.U. et l'organisation soviétique de tourisme Intourist, qui prévoit une étroite collaboration entre les deux structures et assouplit à l'égard de l'association, la rigidité des procédures administratives soviétiques.

44 Dans le domaine des spectacles, l'association s'est maintes fois substituée aux intermédiaires officiels des ministères de la Culture et des Affaires étrangères – dont l'A.F.A.A. – pour inviter à titre privé et en dehors des protocoles gouvernementaux d'échanges, des artistes soviétiques : en 1971, les Choeurs et Danses de l'Armée Soviétique se produisent devant 5 000 personnes à l'invitation du Comité Départemental de Lyon, tandis qu'en janvier 1974, celui d'Amiens organise dans la ville, six représentations du Cirque de Moscou.¹¹

- 45 Ces exemples soulignent donc le rôle-clef joué par l'A.F.U. au chapitre des relations politiques et culturelles, et la place tout à fait privilégiée qu'elle a conquise dans ce dernier domaine, à la fois par son dynamisme propre et le soutien soviétique dont elle a bénéficié. Mais ce soutien a clairement été obtenu en contrepartie de la diffusion d'informations bienveillantes sur la coopération bilatérale, par l'intermédiaire de la revue de l'association *France-U.R.S.S. Magazine*, et surtout d'un engagement politique au service des thèses soviétiques.

Information bienveillante, soutien politique

- 46 Sur le plan politique, l'information présentée dans *France-U.R.S.S. Magazine*, revêt un double caractère : elle concerne tout d'abord les rencontres bilatérales au sommet dont la revue rend régulièrement compte : ainsi le numéro de novembre 1970 est-il largement consacré au voyage de Georges Pompidou en Union Soviétique ; par ailleurs, elle privilégie tout ce qui rappelle la relation historique, ancrée, unissant les deux pays, comme pour asseoir encore cette relation que le temps et le nouveau contexte international pourraient peut-être effacer : d'où en 1972 par exemple, une longue évocation de la collaboration franco-soviétique durant la Seconde Guerre Mondiale et en octobre 1973, celle du séjour en U.R.S.S. du régiment Normandie-Niemen. Ces informations sont également relayées par de longs développements portant sur les relations économiques, scientifiques et culturelles...
- 47 Cependant, au-delà de l'information répandue avec bienveillance sur la coopération franco-soviétique, l'association distille des thèses largement favorables à l'Union Soviétique : sur le plan extérieur, la revue appuie la plupart des initiatives de la seconde puissance mondiale et sur le plan intérieur, elle prend sur le problème crucial de la dissidence très débattu en France à la fin de notre période, des positions extrêmement tranchées, – les critiques à l'égard d'A. Soljénitsyne, d'A. Sakharov¹² ou de Vladimir Boukovski¹³ se font de plus en plus virulentes –, ce qui a contribué à l'assujettissement idéologique de l'association, limitant ainsi de plus en plus son impact à une frange de la population française déjà bienveillante à l'égard de l'Union Soviétique...
- 48 Ainsi, bien qu'ils se soient parfois discrédité par leur engagement inconditionnel en faveur de l'U.R.S.S., les relais privés qui sont intervenus dans les relations franco-soviétiques ont été très actifs, prolongeant efficacement l'activité des instances officielles et se substituant parfois à elles, dans le cas de l'A.L.A.P. ou de

l'association France-U.R.S.S. Or, cet état de fait a suscité des réactions de la part des autorités françaises.

L'État français et les relais privés

- 49 La position des autorités gouvernementales a généralement été favorable à ces relais privés, comme en témoigne, à partir de 1970, l'allocation par le ministère des Affaires étrangères d'une petite subvention annuelle à l'association France-U.R.S.S., ou le concours apporté tout au long de la période par l'A.F.A.A. à certains des spectacles organisés par l'A.L.A.P. De même, les hauts fonctionnaires du ministère de l'Agriculture ont souvent vu avec bienveillance l'activité de J.B. Doumeng qui d'une part, travaillait à développer le commerce bilatéral et d'autre part, « écoulait » en Union Soviétique des surplus agricoles.
- 50 Pourtant, au-delà de cette position de principe globalement bienveillante, l'on observe une nette évolution dans le comportement des autorités gouvernementales à l'égard de ces relais privés.
- 51 Dans un premier temps, alors que les institutions intergouvernementales étaient en gestation ou encore tâtonnantes, les autorités françaises ont largement soutenu ces initiatives qui se substituaient à elles. En revanche, à partir des années 70, (et plus encore après 1975), les autorités françaises ont adopté une attitude plus réservée, plus critique, voyant dans ces relais privés des organismes favorisant unilatéralement les vues et la démarche soviétiques au détriment des intérêts français. En octobre 1977, une note émanant de la Délégation Générale aux Expositions et aux Echanges Culturels témoigne ainsi :
- « La disproportion de fait des échanges, – très en faveur de l'U.R.S.S. – tient au fait que le régime libéral français permet aux Soviétiques d'envoyer un grand nombre de troupes ou d'artistes en plus des contingents prévus dans les accords bilatéraux, alors que la réciproque n'est pas permise ; de plus, la durée de la présence des groupes soviétiques en France dépasse le plus souvent celle de nos ensembles en U.R.S.S. »¹⁴
- 52 Cette morosité des autorités françaises atteste donc *a posteriori* de la place importante tenue par quelques organismes privés dans les relations bilatérales, en particulier dans le champ culturel et artistique.
- 53 Malgré ce bilan largement positif, les initiatives au service des relations bilatérales sont restées très peu nombreuses et – en particulier dans le cas de l'association France-U.R.S.S. – elles sont parfois devenues prisonnières de leurs liens officiels avec l'Etat

soviétique, perdant de leur indépendance, limitant leur impact à la part de la population française déjà soviétophile et échouant ainsi partiellement dans leur volonté de « prosélytisme »...

54 Comment expliquer l'isolement relatif dans lequel sont restés ces relais privés et leur difficulté à trouver un écho favorable dans l'ensemble de la population française ?

55 Il semble en fait que des préjugés et des stéréotypes très forts aient contribué à « isoler » ces relais privés, tout comme ils ont contribué à discréditer le rapprochement officiel.

Notes

1. Cité par LAMALLE Jacques, *Le milliardaire rouge*, p. 43.
2. LAMALLE Jacques, *Le milliardaire rouge*, p. 51.
3. Les conclusions de ce développement consacré à l'Agence Littéraire et Artistique Parisienne sont largement dûes à l'entretien que nous a accordé le 4 août 1988 Jeanine Ringuet, actuelle directrice de l'A.L.A.P. et aux divers documents qu'elle a bien voulu nous communiquer.
4. Texte reproduit dans *France-U.R.S.S. Magazine*, janvier 1985, p. 25.
5. « *Pour la paix, pacte franco-soviétique* », Rapports et Interventions du VI^e Congrès National de l'Association Française des Amis de l'Union Soviétique, Lyon, 30, 31 octobre et 1^{er} novembre 1938.
6. L'on se réfère dans ce développement aux rapports d'activité de l'association présentés lors des Congrès Nationaux de 1970 et 1973 et à la revue mensuelle « *France-U.R.S.S. magazine* », dépouillée systématiquement de 1969 à 1974.
7. A l'occasion de la célébration par l'A.F.U. du 52^e anniversaire de l'Etat soviétique au Palais de la Mutualité.
8. *France-V.R.S.S. Magazine*, mai 1970, p 25.
9. *France-U.R.S.S. Magazine*, septembre 1973, p. 8.
10. *France-U.R.S.S. Magazine*, janvier 1974, p. 85.
11. *France-U.R.S.S. Magazine*, mars 1974, p. 52.
12. *Actes du Congrès National de France-U.R.S.S., 1973*, op. cit. intervention de Roland Leroy.
13. *Actes du Congrès National de France-U.R.S.S., 1973*, intervention de Raymond Schmittlein.
14. Archives du ministère des Affaires culturelles, note de la Délégation Générale aux Expositions et aux Echanges Culturels, 21 octobre 1977, carton 20, dossier U.R.S.S., 1975- 1978.

Le texte et les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont sous [Licence OpenEdition Books](https://books.openedition.org/psorbonne/49626?lang=fr), sauf mention contraire.

Cette publication numérique est issue d'un traitement automatique par reconnaissance optique de caractères.

Référence électronique du chapitre

REY, Marie-Pierre. *Chapitre 10. La rareté des relais privés dans les relations bilatérales* In : *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974* [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 1992 (généré le 27 mars 2024). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/psorbonne/49626>. ISBN : 979-10-351-0394-1. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.49626>.

Référence électronique du livre

REY, Marie-Pierre. *La tentation du rapprochement : France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974*. Nouvelle édition [en ligne]. Paris : Éditions de la Sorbonne, 1992 (généré le 27 mars 2024). Disponible sur Internet : <http://books.openedition.org/psorbonne/49496>. ISBN : 979-10-351-0394-1. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.psorbonne.49496>. Compatible avec Zotero

La tentation du rapprochement

France et URSS à l'heure de la détente, 1964-1974

Marie-Pierre Rey

Ce livre est cité par

Gouarné, Isabelle. Kirtchik, Olessia. (2022) La « modernité » des sciences sociales soviétiques. *Revue d'histoire des sciences humaines*. DOI: [10.4000/rhsh.6803](https://doi.org/10.4000/rhsh.6803)